

Politique abolitionniste et identités nationales dans l'Europe du XIX^e siècle

Cet essai examine l'émergence d'une culture d'opposition à la traite des esclaves et à l'esclavage au sein de la politique européenne de la fin du XVIII^e siècle à la fin du XIX^e siècle. Il étudie les dimensions nationale et internationale des problèmes et attitudes à l'égard de la politique abolitionniste, en particulier par rapport à la question de l'identité nationale. Comment les mouvements abolitionnistes se développent-ils et comment obtiennent-ils le soutien du peuple dans différents pays européens ? Parviennent-ils à étendre cette influence à d'autres pays ? De quelle manière le développement de la politique antiesclavagiste affecte-t-il les identités nationales et les relations internationales en mutation au cours de cette période ? L'essai étudie les liens entre les identités nationales, le soutien de l'opinion publique en faveur de l'abolition et les nouvelles formes de campagnes politiques développées par les organisations antiesclavagistes en Europe.

C'est au cours du XIX^e siècle qu'il devient difficile de dissocier principes antiesclavagistes et notion de « civilisation » européenne. Au fur et à mesure que l'Europe concrétise l'abolition de l'esclavage, celle-ci agit de plus en plus comme un indice de civilisation et de progrès. On considère les régions du monde où l'esclavage et la traite perdurent comme « non civilisées » et un consensus européen pour l'abolition se dégage peu à peu. À la fin du siècle, la politique abolitionniste va jusqu'à fournir une légitimation de l'intervention militaire et impériale en Afrique.

Cet essai se concentrera tout d'abord sur la question du commerce des esclaves. Il traitera de la création des premiers mouvements abolitionnistes en Grande-Bretagne et en France, de l'abolition de la traite par la Grande-Bretagne en 1807 et des tentatives pour imposer l'abolition au niveau mondial au moyen d'une succession de traités et de campagnes antiesclavagistes. Il analysera l'exemple de la Société de la Morale Chrétienne en France, l'un des derniers mouvements européens contre la traite atlantique. L'essai examinera ensuite le rôle occupé par les campagnes antiesclavagistes au sein de la culture politique européenne, mettant en évidence les mouvements contre l'esclavage fondés en Grande-Bretagne, en France et en Espagne des années 1820 aux années 1860. Il considèrera enfin l'émergence des derniers mouvements abolitionnistes à la fin XIX^e siècle en Europe. Ces différentes formes d'engagements politique et social contre la traite et l'esclavage seront situées dans un contexte national puis international, afin de comprendre la façon dont les problèmes et attitudes à l'égard de l'abolition varient d'un pays européen à un autre et de définir leur relation avec les questions plus générales de religion, de race et d'identité.

Débuts de l'abolitionnisme européen: la Society for the Abolition of the Slave Trade en Grande-Bretagne et la Société en France

La complexité des relations entre les pays européens permet de mieux cerner les circonstances de la genèse d'une culture politique abolitionniste organisée. Au XVIII^e siècle, les adversaires de la traite et de l'esclavage se trouvent dispersés sur tout le continent, qu'il s'agisse de personnalités des Lumières comme Montesquieu, Diderot et Condorcet ou de partisans de l'émancipation comme

Granville Sharp en Grande-Bretagne.¹ La *Society for the Abolition of the Slave Trade*, première organisation consacrée à l'abolitionnisme, voit le jour à Londres en 1787. À la demande de la société britannique, la société française des Amis des Noirs est fondée en février 1788. Dans son discours d'inauguration de la société, Jacques-Pierre Brissot de Warville énonce la nécessité d'établir à Paris une société abolitionniste pour « concourir avec celle de Londres ».²

En dépit de cet appel au patriotisme, une coopération entre les deux mouvements abolitionnistes précurseurs se met rapidement en marche. Des publications sont traduites, des visites réciproques organisées et les deux sociétés partagent même le cachet officiel de Wedgwood représentant un esclave agenouillé avec l'inscription, « Am I not a man and a brother ? » (« Ne suis-je pas ton frère ? » dans la version française). Des exemplaires du journal de Mirabeau, *Analyse des papiers anglais* sont envoyés aux deux sociétés, ce qui leur permet de communiquer et d'échanger des pamphlets non soumis à la censure française.³ Entre 1789 et 1790, l'abolitionniste britannique Thomas Clarkson séjourne à Paris et assiste à des conventions de la Société des Amis des Noirs. Certains problèmes viennent entraver la bonne poursuite d'une coopération entre les deux pays, malgré ces rapports et un engagement abolitionniste commun.

D'une part, les deux sociétés se distinguent réellement en matière de leur notoriété publique et de l'envergure du soutien dont elles bénéficient. Un pamphlet français en soutien à la nouvelle société compare approximativement les publics potentiels pour chacune des sociétés. Alors que les idées abolitionnistes sont « plus dispersées et mieux reçues en Angleterre qu'ailleurs en Europe », ce qui laisse « espérer que le cri de l'humanité y sera entendu plus vivement », l'abolitionnisme français, à ses prémices, semble davantage éloigné de son public : « Les mêmes pressions se font ressentir en France, mais de manière bien moins universelle ».⁴ Si la Société des Amis des Noirs a conscience de son manque de popularité dans le pays, elle n'estime pas pouvoir contrôler ce qu'elle interprète comme la manifestation de courants politiques passagers. Dans un rapport du comité en 1789 qui élabore des plans d'action possibles pour la société, l'abolitionniste Le Roi de Petitval affirme que la « mode » abolitionniste, certes plus prononcée en Grande-Bretagne, risque à tout moment de gagner la France. Le rapport ne stipule pas que la société pourrait tirer profit d'une promotion active du sentiment antiesclavagiste.⁵

Quant à la campagne britannique, elle affiche des objectifs et stratégies bien différents. La *Society for the Abolition of the Slave Trade*, qui avait veillé à définir des objectifs précis, établit des listes de consignes à l'attention des militants leur indiquant les meilleures période et démarche à suivre pour faire campagne et pour soumettre le projet d'abolition au parlement. Des comités régionaux se constituent à travers le pays et les pétitions publiques participent considérablement au développement de la politique abolitionniste en Grande-Bretagne.⁶ En France, en revanche, la Société concentre son attention sur les débats révolutionnaires qui se déroulent à l'Assemblée Nationale à Paris. Les campagnes sont plus étendues et plus radicales ; elles revendiquent à la fois l'octroi de droits constitutionnels pour les citoyens noirs libres des colonies et la suppression de la traite et de l'esclavage que le révolutionnaire français l'Abbé Fauchet dénonce comme « cannibalisme infernal ».⁷ Ce sont ces divergences d'approche et d'objectif qui vont éloigner les deux sociétés l'une de l'autre.

La révolution française et les guerres lui succédant nuisent tous deux aux rapports entre la Grande-Bretagne et la France. Les militants britanniques se heurtent vite à un obstacle dans leur pays aux vues de leurs rapports étroits avec la France révolutionnaire. En 1792, au cours de sa tournée de l'Écosse pour la *Society for the Abolition of the Slave Trade*, William Dickson écrit dans son journal, après avoir rencontré deux partisans éventuels: « Aucun d'entre eux n'est lié au club révolutionnaire francophile ici, et je les ai avisés de se garder de toute allusion à ce dernier ou à la liberté ». ⁸ Par ailleurs, les relations entre les abolitionnistes européens se trouvent affectées par la mort d'un grand nombre de membres fondateurs de la Société des Amis des Noirs pendant la révolution française. Il faut préciser que les militants britanniques avaient été bien loin d'envisager l'auto-émancipation radicale des esclaves de la colonie française de Saint-Domingue de 1791 à 1793, ou l'abolition officielle de l'esclavage colonial par la Convention Française. La plupart des Britanniques voient les avancées de la France et de Saint-Domingue, ainsi que la suppression de l'esclavage et de la traite des esclaves, d'un mauvais œil. ⁹ En 1798, dans une lettre à Thomas Clarkson, le Marquis de Lafayette critique l'abolition de l'esclavage qu'il juge « précipitée » et « frôlant l'anarchie ». Hormis la situation très particulière de Saint-Domingue, où les anciens esclaves proclament l'indépendance de l'état d'Haïti en 1804, l'esclavage est rétabli par Napoléon en 1802 pendant le reste de l'empire français. ¹⁰

Les campagnes britanniques contre la « traite étrangère »

À partir de 1807, date d'abolition de la traite, la Grande-Bretagne reprend le flambeau de la politique abolitionniste et leur relation complexe exacerbe le clivage entre les deux pays ; en effet, l'intensification du soutien populaire pour l'abolition en Grande-Bretagne contraste avec la montée de l'hostilité publique en France. L'argumentaire contre la traite française est terni par son association à son homologue britannique : « Après tout, c'était l'Angleterre, perfide Albion, qui persistait dans son obsession d'abolir la traite des esclaves ». ¹¹ En Grande-Bretagne, la plus grande campagne pétitionnaire contre le commerce des esclaves naît de l'antagonisme contre la France. La clause du traité signé à Paris en 1814, qui prévoit un délai de cinq ans avant l'arrêt définitif de la traite par la France, suscite l'indignation des foules. Le flot de pétitions est spectaculaire : plus de 1300 pétitions contre la clause recueillent la signature d'un dixième de la population britannique, un nombre dépassant largement celui des signatures en faveur de l'abolition de la traite chez eux. ¹²

Dans la première partie du XIX^e siècle, la campagne contre la clause du Traité de Paris de 1814 relative au trafic des esclaves prend progressivement la forme d'une croisade nationale contre la « traite étrangère » en Grande-Bretagne. Après 1807, au lieu de lancer une campagne contre l'esclavage dans leurs propres colonies, les abolitionnistes britanniques se tournent vers le reste de l'Europe, projetant rapidement de « diffuser des informations authentiques et d'exalter des sentiments justes » à l'étranger. ¹³ Ils espèrent alerter l'opinion publique en faisant éclater au grand jour l'horreur du commerce des esclaves à travers l'Europe, comme ils l'avaient fait en Grande-Bretagne. Ce mélange de ferveur évangélique, de fierté et de complaisance pour avoir aboli la traite influence non seulement la façon dont les Britanniques du XIX^e siècle se perçoivent, mais également la façon dont ils perçoivent les pays qui demeurent acteurs du trafic, comme la France, l'Espagne et le Portugal. Les espoirs, entretenus par les abolitionnistes, d'obtenir davantage de soutien de la part

des Européens en diffusant des informations plus ciblées et transparentes sur la traite, s'avèrent infondés. L'objectivité de l'information communiquée se trouve sérieusement remise en cause par l'opinion publique, et les campagnes de propagande sponsorisées par la Grande-Bretagne suscitent le scepticisme de l'Europe continentale.

Les abolitionnistes britanniques et leurs partisans sur le continent mettent en avant l'intervention directe en Europe par la biais de publications, de discours publics et de lettres à des monarques et figures politiques étrangères comme Talleyrand, ministre des affaires étrangères en France, et l'Empereur de Russie Alexandre I^{er}.¹⁴ La Société des Amis et l'*African Institution*, fondée en 1807 dans le but de « civiliser » l'Afrique et de mettre fin au commerce des esclaves, mènent de front cette mise en avant de la cause abolitionniste à l'étranger. Les documents de la campagne internationale insistent sur des thèmes comme le partage de valeurs communes et les affinités religieuses entre les différentes nations européennes. Ils s'efforcent de stimuler un sens collectif de responsabilités en Europe en faveur de l'abolition de la traite : « Qu'importe, si le résultat est le même, que ce soient des Anglais, des Français, des Portugais, des Espagnols ou des Hollandais qui se livrent à ce criminel commerce? La nature humaine ne se ressemble-t-elle pas partout? »¹⁵ Ces campagnes, à l'image de la « Déclaration Sur l'Abolition de la Traite des Nègres » signée au Congrès de Vienne en février 1815, visent à promouvoir la coopération entre les pays européens dans le but de mettre un terme à la traite des esclaves.

Il est facile de repérer l'influence britannique dans la plupart des documents publiés à l'étranger, du début des années 1810 à la fin des années 1820. Parmi les nouveaux pamphlets, certains calquent directement leurs exemples sur la documentation de campagne existante, traduisant et republiant, et ce sans souci d'adaptation aux nouveaux lecteurs européens. Par exemple, *Bosquexo del comercio en esclavos: y reflexiones sobre este tráfico considerado moral, política, y cristianamente*, publié à Londres par l'abolitionniste espagnol Blanco White, ne prend en considération que la campagne britannique contre la traite des esclaves, considérant qu'elle peut « largement s'appliquer à l'œuvre des autres nations ». ¹⁶ En 1821, l'*African Institution* de Londres fait traduire la totalité d'un rapport de 180 pages en français qu'elle publie ensuite « par ordre de l'Institution Africaine ». ¹⁷ Une approche plus subtile devient nécessaire ; par la suite, les militants prennent conscience des inconvénients d'un lien évident avec leur pays pour leur cause. La propagande sponsorisée par la Grande-Bretagne contre le commerce des esclaves est désormais publiée et diffusée anonymement à l'étranger.

L'une des stratégies employées par les militants britanniques consiste alors à rechercher des correspondants abolitionnistes et des témoins de la traite en dehors de la Grande-Bretagne. Blanco White n'est pas le seul à défendre la cause à l'étranger ; bon nombre de partisans français échangent une correspondance avec les abolitionnistes britanniques et font publier des textes et des traductions à Londres. Un ancien employé du gouvernement colonial français au Sénégal bénéficie du soutien des abolitionnistes britanniques au moment où il présente deux pétitions contre le gouvernement français en 1820 et 1821, réclamant la suppression de la traite illégale en Afrique. ¹⁸ Par ailleurs, les abolitionnistes britanniques du XIX^e siècle tentent, à l'occasion de tournées organisées par les porte-paroles abolitionnistes Quaker, d'encourager l'opposition à la traite en Europe continentale. S'inspirant des réseaux religieux européens, ils réussissent à obtenir des aides financières et concrètes qui facilitent la mise en place de sociétés abolitionnistes à l'étranger.

Société de la Morale Chrétienne

En 1822, un nouveau groupe de campagne à la britannique, rattaché à la Société de la Morale Chrétienne, est créé en France. D'emblée, certains membres comme le révérend Mark Wilks établissent des relations étroites avec la Grande-Bretagne. Ce dernier instaure des collectes de fonds avec des ventes de sacoches et de textes imprimés dans le mouvement abolitionniste français.¹⁹ La société maintient que la France ne doit pas se laisser emporter par ses craintes nationalistes et repousser toute collaboration avec le soi-disant « ennemi naturel » outre-manche, et que le respect des traités signés contre la traite passe par une coopération franco-britannique.²⁰ L'une des initiatives de la Société est de lancer des concours de poésie et d'écriture pour généraliser la prise de conscience publique face à la persistance du trafic des esclaves. Toujours est-il que les campagnes timides de la Société sont loin de remuer l'opinion publique française et que ses activités ne prennent pas des allures de mouvement abolitionniste de grande ampleur.

En Grande-Bretagne, depuis 1788, les campagnes pétitionnaires massives en faveur de l'abolition de la traite remportent le soutien du pays dans son ensemble, hommes comme femmes, toutes classes et races confondues. Selon Linda Colley, la question, devenue l'« emblème de la vertu nationale », « fait l'unanimité », ralliant l'opinion publique, promouvant l'unité nationale et permettant à la Grande-Bretagne, qui apparaît comme la championne de la liberté, de s'ériger en défenseur de la morale pour l'Europe.²¹ Cependant, en France et dans le reste de l'Europe, le combat abolitionniste est plus problématique. Le soutien public et politique est fragmenté et dès 1814, une certaine anglophobie découle des efforts britanniques pour exporter leur modèle abolitionniste outre-manche. Toute tentative d'abolitionnisme organisé en Europe demeure sporadique et cantonnée à une petite élite internationale, entretenant souvent des liens religieux ou intellectuels avec la Grande-Bretagne. Contrairement à la Grande-Bretagne, le grand public de la plupart des pays européens ne participe pas pleinement au débat sur l'abolition de l'esclavage à un niveau national. Ainsi la question a, pour l'heure, des répercussions minimales sur l'identité nationale. D'après l'historien Seymour Drescher, spécialiste de l'abolition : « À titre comparatif, jusque 1850, l'abolitionnisme dans la plupart de l'Europe occidentale s'apparente plus à une légère vague qu'à la déferlante d'un raz-de-marée ».²²

« Une atmosphère abolitionniste » : comparaison des cultures politiques abolitionnistes d'Europe

On attribue sans hésiter la puissance de la culture politique antiesclavagiste britannique du XIX^e siècle à l'opinion publique nationale, appelée à une réunion londonienne « l'influence du tonnerre d'une nation ».²³ Toutefois, cette interprétation du sentiment général antiesclavagiste de masse est à l'époque atypique en Europe. Quelques personnalités isolées ont beau avoir dénoncé l'esclavage avec virulence en France et en Espagne, une telle pression généralisée de l'opinion publique allant dans le sens de l'émancipation des colonies ne se produit nulle part ailleurs en Europe. Un demi-siècle plus tard pourtant, l'Europe entière a aboli l'esclavage dans les colonies et tenir encore des

esclaves en servitude est catégorisé comme un acte « non civilisé » et indigne des Européens. Il est évident qu'une sorte d'« atmosphère abolitionniste », pour reprendre l'expression d'un pamphlet antiesclavagiste espagnol, a envahi l'Europe au cours du XIX^e siècle, même si ce revirement de situation est difficile à identifier.²⁴ Il semble souvent arriver que les pays parviennent à un consensus national dans la réticence ou à posteriori, à savoir une fois l'esclavage colonial aboli.

Le passage suivant effectue une comparaison succincte des campagnes nationales en faveur de l'abolition de l'esclavage colonial européen pour la période des années 1820 aux années 1870. Il s'agit également d'examiner la manière dont les campagnes antiesclavagistes tentent de faire appel au concept patriotique de liberté, part intégrante de l'identité nationale, dans le but de promouvoir l'abolition de l'esclavage colonial.

Grande-Bretagne

Dans les années 1820, l'identité nationale s'est déjà investie dans l'idée de la Grande-Bretagne en tant que terre où la liberté peut s'épanouir, où l'air est « trop pur pour être pollué par l'esclavage ».²⁵ L'esclavage, de plus en plus critiqué sur la base de fondements religieux, n'est permis qu'en marge de la nation, c'est-à-dire dans les anciennes colonies américaines, aux Antilles et dans des pays généralement perçus comme moins « civilisés ».²⁶ Les militants s'indignent à plusieurs reprises des pratiques esclavagistes dans les plantations coloniales restantes, qui représentent un affront au christianisme et une honte nationale. La culture politique britannique absorbe peu à peu cette perspective ; en effet, l'important soutien de l'opinion publique ne se limite plus à l'abolition de la traite esclavagiste, il s'étend à l'abolition de l'esclavage colonial. C'est à cette fin qu'est fondée l'*Anti-Slavery Society* (aussi connue sous le nom de *Society for the Mitigation and Gradual Abolition of Slavery*) en 1823, avec des filiales qui s'établissent rapidement dans tout le pays.

La militante Elizabeth Heyrick prône l'abolition immédiate de l'esclavage comme seule manière pour que la Grande-Bretagne puisse maintenir sa supériorité morale en Europe: « C'est à ce moment-là seulement que nous pourrons parler à nos nations voisines avec l'éloquence toute-puissante de la sincérité et de la vérité ».²⁷ Un fort consensus abolitionniste est mis en place en Grande-Bretagne, malgré l'opposition du lobby colonialiste. En 1831, Stephen Lushington fait la promotion d'une culture politique britannique qui, selon lui, « contraint » au silence l'ensemble des esclavagistes.²⁸ La même année, une fraction radicale de l'*Anti-Slavery Society* appelée *The Agency* est créée pour provoquer un changement immédiat. En 1833, le gouvernement britannique reçoit un nombre exceptionnel de pétitions (qui réunissent au total plus d'un million de signatures) exigeant la fin immédiate de l'esclavage colonial. La réponse ne tarde pas : au mois d'août de la même année, une loi prévoyant l'abolition de l'esclavage colonial entre en vigueur. Une autre campagne publique met prématurément fin au système d'apprentissage qui avait perpétué les conditions de servitude dans les colonies britanniques entre 1834 et 1838.

Comme l'avait fait remarquer Heyrick, les campagnes pour mettre un terme à l'esclavage à l'étranger succèdent quasi-immédiatement à l'abolition dans les colonies britanniques. Dans un premier temps, les militants britanniques exercent des pressions en Europe en vue de promouvoir l'abolition : dans le courant des années 1830, Zachary Macaulay publie cinq pamphlets anonymes

consécutifs sur le thème de l'esclavage colonial et de l'abolition chez l'éditeur parisien Hachette, et en 1839, George Alexander fait la tournée du Danemark et des états allemands. La BFASS (*British and Foreign Anti-Slavery Society*) voit le jour en 1839 et des conventions antiesclavagistes internationales, qui rassemblent des délégués du monde entier, ont lieu à Londres en 1840 et 1843. Ces conférences sont conçues pour impressionner les visiteurs étrangers par la réussite de l' « expérience abolitionniste », comme l'illustre fièrement un extrait du compte-rendu de la deuxième conférence :

« Désireuses d'égaliser la Grande-Bretagne tant en pouvoir qu'en richesse, les nations européennes ont conscience que sa philanthropie la place si infiniment au dessus d'elles sur l'échelle de l'humanité que ce n'est que lorsqu'elles auront imité son exemple et délivré l'esclave de ses chaînes qu'elles pourront avoisiner sa grandeur».²⁹

La BFASS emploie des stratégies similaires à celles des militants britanniques contre la traite étrangère dans les années 1810 et 1820. Elle recherche des correspondants étrangers, organise des tournées antiesclavagistes et envoie des documents de campagne à l'étranger. C'est également la première société antiesclavagiste qui aborde de près la question de l'esclavage en Inde et en Afrique, allant jusqu'à présenter des rapports sur les deux pays à la convention de 1840. Seymour Drescher décrit la période du début des années 1830 au milieu des années 1840 comme le « zénith » de l'activité antiesclavagiste britannique, période suivie immédiatement d'un déclin marqué de l'influence de la société.³⁰

France

La culture politique conservatrice qui caractérise la Restauration française jusqu'au milieu du XIX^e siècle n'est pas propice aux campagnes publiques. La tradition antiesclavagiste radicale de la nation disparaît presque complètement. Les quelques abolitionnistes ayant survécu à la période révolutionnaire, tels que l'abbé Grégoire et Civielle de Gastine, qui déplorent l'esclavage (« un outrage à la nature », qui « repousse le caractère français » selon une pétition de 1820) sont considérés comme de dangereux radicaux et mis à l'écart de la politique française.³¹ Ce ne sera qu'en 1834 qu'un mouvement antiesclavagiste national, la Société pour l'abolition de l'esclavage, fait surface en France ; il faudra encore attendre quatorze années et un autre changement radical de gouvernement en 1848 pour qu'une loi abolitionniste soit votée.

Selon le prospectus de la nouvelle société française, la réticence de la France à relancer l'abolitionnisme se caractérisait par un sentiment marqué de résistance et de « susceptibilités nationales » blessées, surtout après la loi sur l'émancipation en Grande-Bretagne.³² Le mouvement français, à l'instar de celui des années 1780 et 1790, est cette fois encore petit et élitiste et a tendance à se concentrer sur ses principaux acteurs parlementaires, rejetant toute idée populaire de campagnes ou pétitions en masse. Agénor de Gasparin, politicien abolitionniste français, déclare en 1838 que la politique antiesclavagiste a le pouvoir d'unir les hommes politiques de différents partis.³³ Cette coopération ne s'étend malgré tout pas aux milieux sociaux ou religieux,

contrairement à la Grande-Bretagne, où les groupes religieux non-conformistes comme les Quakers ont joué un rôle notable dans l'abolition de la traite des esclaves et de l'esclavage.

Au contraire de la Grande-Bretagne, les opinions antiesclavagistes ne sont pas largement diffusées dans la presse, à travers des réunions publiques et des pamphlets. L'abolitionnisme ne s'inscrit jamais dans la culture populaire au point de prendre une dimension nationale, malgré certaines initiatives comme le lancement de concours de poésie et d'écriture.³⁴ Quelques exceptions sans grande portée comprennent la pétition des ouvriers pour l'abolition immédiate, coordonnée par l'abolitionniste français Victor Schoelcher et la pétition des femmes de confession protestante en 1847 ; en raison de leur faible envergure, celles-ci n'ont pas de réelles retombées au niveau national.³⁵ En France, la culture politique antiesclavagiste se limite dans une grande mesure à la sphère des débats et de la législation parlementaires : c'est là que les alliances politiques se nouent, c'est là que les débats se déroulent, et c'est aussi là que l'esclavage est aboli.

Le caractère pragmatique et politique de l'abolitionnisme organisé en France ne signifie pas pour autant que les Français se désintéressent de la question. En 1846, le militant Guillaume de Félice déclare amèrement : « Tout le monde aujourd'hui est abolitionniste, ou prétend l'être ». ³⁶ Bien que Félice fasse une distinction évidente entre les militants actifs de la campagne immédiatiste et les « abolitionnistes apparents », qui accordent de petites concessions et s'efforcent de reculer le plus possible l'abolition totale de l'esclavage, force est de constater que l'abolitionnisme se veut bien plus acceptable publiquement dans la France des années 1840. En effet, un fort sentiment d'inéluctabilité vient alors de prendre le dessus. La majorité des observateurs de l'époque se rendent compte qu'une fois l'esclavage aboli dans les colonies britanniques, la France est dans l'incapacité de le maintenir en l'état. Cet abolitionnisme européen lent et récalcitrant, critiqué par Félice, est illustré dans un essai du Comte de Montureux « *sur les moyens à employer pour abolir l'esclavage dans les Colonies françaises* » qui présume que tout esclavage colonial finira par être aboli, « car l'Angleterre le veut, et sa volonté est dans toutes les contrées civilisées, appuyée par d'ardentes et actives sympathies ». ³⁷ L'abolition se conçoit de plus en plus comme une étape nécessaire, que ce soit dans la culture nationale ou au niveau international. Le Danemark et la Suède, deux pays également conquis par ce sentiment d'inéluctabilité, abolissent à leur tour l'esclavage colonial en 1847-48.

Cette « atmosphère » d'inéluctabilité qui règne dans l'Europe du XIX^e siècle au moment de l'abolition de l'esclavage trouve ses racines dans l'association de pressions abolitionnistes internes et externes. À titre d'humiliation, les pays qui ferment encore les yeux sur les pratiques esclavagistes dans leurs territoires coloniaux font l'objet de certaines comparaisons nuisibles. Un tract abolitionniste français publié à la fin des années 1840 reproche à la France d'être « en arrière » dans le processus d'abolition de l'esclavage : « elle s'est laissée devancer par l'Angleterre, la Suède, le Danemarck et le bey de Tunis ». Le passage concernant la comparaison nuisible à un leader africain abolisseur de l'esclavage est censé être l'aspect le plus désagréable et déplorable de la critique. Un tel retard atteste selon le pamphlet d'une sorte d'anomalie, étant donné que la France devance les autres nations sur l'échelle de la « civilisation », dans sa « réputation d'équité et de générosité », dans sa dévotion « aux nobles causes, aux grandes idées de la civilisation moderne » et dans bien d'autres domaines. ³⁸ Et de conclure qu'une fois le problème de l'esclavage résolu, la France pourra regagner sa place autrement méritée à la tête des nations « civilisées ». Ici, l'abolitionnisme semble

pratiquement constituer une manière stratégique d'améliorer la réputation d'un état donné, puisque le terme de « civilisation » englobe un ensemble d'idéaux dont le progrès, la connaissance, sans oublier la fierté et l'identité nationales.

Espagne

L'exemple de l'Espagne, qui connaît un essor de la culture politique antiesclavagiste dans la seconde moitié du XIX^e siècle, illustre également le lien entre l'abolitionnisme et la fierté nationale. Les abolitionnistes espagnols évoquent la pression de l'opinion internationale, avançant que l'éradication de l'esclavage à Puerto-Rico et à Cuba permettrait à l'Espagne de réaffirmer sa puissance impériale et de se réimposer sur la scène mondiale : « le monde civilisé nous observe pour voir si les Espagnols sont dignes de s'engager, aux côtés des autres nations, dans la marche vers le progrès ». ³⁹ Ce sont en grande partie ces pressions externes qui engendrent des changements, et le rôle de la Grande-Bretagne en tant que moteur de l'abolitionnisme en Espagne se fait sentir jusque dans les années 1870. En exil à Paris, l'abolitionniste portoricain Ramón Bétances qualifie la presse britannique de « puissance européenne à elle seule », de par son influence sur la question de l'esclavage colonial espagnol, qu'elle propulse dans les journaux et dans la conscience publique. ⁴⁰

Les militants antiesclavagistes ont recours à toute une gamme de procédés pour convaincre l'Europe de renoncer à l'esclavage colonial, qu'il s'agisse de flatteries, de promesses ou de menaces. Insistant sur l'importance de l'abolition en tant que devoir religieux et philanthrope, la menace de la damnation figure dans les tracts des campagnes abolitionnistes. Un autre tract unitaire du XIX^e siècle intitulé *The Tongue* menace le monde atlantique d'ouragans, de naufrages et d'épidémies, présageant la vengeance divine pour la traite. ⁴¹ Un pamphlet abolitionniste français décrit l'esclavage comme une atmosphère pestilentielle qui « traverse les mers, infecte nos ports, répand dans le centre de la civilisation européenne ses poisons ». ⁴² Un tract protestant français publié en 1863 clame que le poison de l'esclavage, des dizaines d'années après son abolition, n'a cessé de contaminer l'Europe toute entière, que celle-ci reçoit le chômage, la famine, et la misère en rétribution de siècles d'esclavage et de « violations de la loi divine », dont les conséquences se font toujours ressentir. ⁴³

Si l'essai porte sur les cultures politiques antiesclavagistes en Europe, la politique antiesclavagiste est bien évidemment à son apogée aux Caraïbes, aux Amériques du Nord et du Sud et dans l'Océan Indien à la fin du XVIII^e siècle et au XIX^e siècle. D'après Schmidt-Nowara, « on ne peut séparer colonie et métropole si l'on cherche à comprendre les origines et intérêts des mouvements abolitionnistes ». ⁴⁴ Les habitants des colonies, qu'ils soient esclaves ou citoyens libres, concourent à faire effervescence par leurs actions contre l'esclavage, qu'il s'agisse de révoltes ou d'affaires juridiques capitales. Un consensus s'opposant à l'esclavage se dégage progressivement au moyen de changements politiques qui s'échelonnent sur le XIX^e siècle et de pressions soutenues par les abolitionnistes, avec pour conséquence un « remarquable retournement d'attitude en Europe, voire dans le monde ». ⁴⁵ De par le monde, les pays abolisseurs de la traite et de l'esclavage sont élevés au rang de pays innovateurs, tandis que les nations qui continuent à permettre l'esclavage sont de plus en plus dénoncées et reléguées au rang de nations « non civilisées ».

« Civilisation » européenne et abolitionnisme de la fin du XIX^e siècle

Au XIX^e siècle, la relation entre « civilisation » européenne et antiesclavagisme est fondée sur une image d'exceptionnalisme commun aux nations européennes. Du début à la fin du XIX^e siècle, l'esclavage est progressivement aboli dans toutes les lois d'Europe. Ces pays, et leurs mouvements abolitionnistes, mêlent ensuite leur voix à celles des accusateurs, réprochant les autres pays « non civilisés » qui n'ont pas renoncé à l'esclavage. Le mouvement antiesclavagiste international atteint finalement un seuil critique, et l'Europe se perçoit dès lors comme un continent d'exception, de « civilisation », libéré du joug de l'esclavage et de l'esclavagisme. À la fin du siècle, des sociétés abolitionnistes sont implantées de part et d'autre du continent, notamment en Allemagne, en Belgique et en Suisse, pays européens qui ne possèdent pas de colonies américaines et qui n'ont jusqu'alors pas ou peu participé aux débats sur l'esclavage ou l'abolition.

À partir de cette période, les sociétés européennes antiesclavagistes se tournent vers l'extérieur, en particulier vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique Centrale. Les ravages qui retracent l'itinéraire du commerce de la traite de l'intérieur vers le littoral et à travers le Sahara font l'objet de rapports de voyage européens depuis les années 1860. À la fin du XIX^e siècle, ce sont désormais les commerçants musulmans du littoral est-africain qui revêtent l'habit d'un « Autre » trafiquant d'esclaves non civilisé. En se focalisant sur un ennemi externe plutôt que de se reprocher la perpétuité de l'esclavage ou la légitimation de l'esclavage colonial, les nations d'Europe s'unissent pour la première fois sur la question de l'abolition. Même si quelques désaccords sur les méthodes et régions d'influence, ainsi que des divisions entre les organisations catholiques et protestantes, demeurent évidents, dans l'ensemble, les militants européens s'accordent à dire qu'il faut solutionner le problème de la traite en Afrique.

L'intervention européenne dans la politique antiesclavagiste devient un moyen de justifier l'impérialisme et la politique d'expansion coloniale en Afrique. La libération des Africains du commerce de l'intérieur auxquels ils sont assujettis et l'implémentation d'une occupation coloniale sont considérées comme deux méthodes complémentaires de « civilisation ». La revue antiesclavagiste de la société abolitionniste suisse fondée en 1889 s'intitule *L'Afrique explorée et civilisée*. Le manifeste de la société antiesclavagiste de Bruxelles invite ses partisans à envoyer leurs dons pour soutenir l'expédition belge « libératrice » et « civilisatrice » au Congo.⁴⁶ Incontestablement, l'impérialiste « course pour l'Afrique » s'approprie dans une grande mesure la politique antiesclavagiste européenne.

Le Cardinal Lavignerie, fondateur des « Pères Blancs », la mission catholique française en Afrique du Nord, compte parmi les principaux militants abolitionnistes de l'époque. Lavignerie est l'auteur de documents de campagne dans plusieurs langues circulant à la fin du XIX^e siècle en Europe, au sujet de la nouvelle « croisade européenne contre la traite africaine ».⁴⁷ En 1888, il entreprend une tournée de l'Europe où il interpelle les foules. Il préconise l'intervention militaire sur le terrain et les missions chrétiennes durables pour lutter contre la traite, dispositifs permettant tout deux de garder les commerçants d'esclaves hors d'Afrique centrale. Un autre chef de file autoproclamé du regain

abolitionniste et du mouvement de colonisation en Europe est le Roi Léopold II de Belgique, qui a lui-même recours au travail forcé lors de sa violente occupation coloniale du Congo.⁴⁸ En 1876, le souverain belge organise à Bruxelles une conférence destinée aux explorateurs africains, et un congrès antiesclavagiste d'envergure en 1889-90, qui servent selon Drescher à rattacher l'antiesclavagisme au concept de « civilisation » : « la Convention de Bruxelles de 1890 sacralise l'antiesclavagisme comme référence prestigieuse et absolue de la civilisation occidentale ».⁴⁹

En réalité, le terme « civilisation » devient un instrument servant à mesurer la participation à la campagne antiesclavagiste ; il renvoie au sentiment d'appartenance à un projet commun conçu pour unir l'Europe du XIX^e siècle et ses alliés. Les groupes politiques et religieux avaient déjà commencé à s'unir autour de la question de l'abolition au niveau national, ce qui retentit sur le développement de l'identité nationale. Or, aucune tentative pour créer un consensus antiesclavagiste européen durable et commun n'avait abouti, souvent à cause de l'implication de ses acteurs principaux, comme la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne, dans des guerres. Les efforts en vue de mettre un terme à l'esclavage et au trafic d'esclaves en Afrique à la fin du XIX^e siècle constituent un moyen alternatif de maintenir l'unité et la stabilité politique en Europe. Au fil des décennies, il s'était avéré plus facile de persuader les pays européens de s'unir autour d'une cause commune et contre un « autre non civilisé » désigné. Comme le montre pourtant la situation du Roi Léopold au Congo, les campagnes antiesclavagistes en Afrique conduisent à de nouvelles formes d'asservissement et d'exploitation coloniale, qui continueront de marquer l'histoire jusqu'à une époque avancée du XX^e siècle.

Kate Hodgson

Traduit de l'anglais par Amandine Lepers

Notes

¹ La carte du mouvement abolitionniste de Clarkson évoque l'image des premiers abolitionnistes d'Europe et des Amériques en tant que congrégation d'affluents vers un fleuve unique d'opposition à la traite des esclaves. Thomas Clarkson, *The History of the Rise, Progress, and Accomplishment of the Abolition of the African Slave-Trade by the British Parliament*, 2 vols (London: Longman, Hurst, Rees and Orme, 1808).

² Brissot de Warville, Jacques-Pierre, *Discours sur la nécessité d'établir à Paris une société pour concourir avec celle de Londres, à l'abolition de la traite et de l'esclavage des nègres : prononcé le 19 février 1788, dans une société de quelques amis, rassemblés à Paris à la prière du comité de Londres* (France, 1788).

³ Marcel Dorigny, 'Mirabeau et la Société des Amis des Noirs: quelles voies pour l'abolition de l'esclavage?', *Les abolitions de l'esclavage, de L. F. Sonthonax à V. Schoelcher, 1793-1794-1848*, ed. Marcel Dorigny (Paris: Editions UNESCO et Presses Universitaires de Vincennes, 1995).

⁴ *Tableau précis de la malheureuse condition des nègres dans les colonies d'Amérique: suivi de considérations adressées aux Gouvernemens de l'Amérique libre sur l'inconséquence de leur conduite en tolérant l'esclavage* (Paris & London: Regnault, 1788), v.

⁵ Le Roi de Petitval, 'Réflexions sur les Travaux auxquels peut et doit se livrer la Société des Amis des Noirs' (1789). Archives Départementales de la Gironde, Bordeaux.

⁶ Cf. J. R. Oldfield, *Popular politics and British anti-slavery: the mobilisation of public opinion against the slave trade, 1787-1807* (London, Portland: Frank Cass, 1998), chapitres 2 et 4.

⁷ Abbé Claude Fauchet, 'A Messieurs les Auteurs des Révolutions de Paris', in *Révolutions de Paris, Dédiées à la Nation*, 29 (January 1790), 41.

⁸ William Dickson, *Diary of a visit to Scotland 5 January-19 March 1792 on behalf of the Committee for the Abolition of the Slave Trade* (manuscrit inédit, 1792). Bibliothèque de la Société des Amis à Londres.

⁹ L'un des rares pamphlets abolitionnistes radicaux britanniques à défendre l'abolition de l'esclavage par la France en 1794 fut *A Defence of the Decree of the National Convention of France, for emancipating the slaves in the West Indies* (London: M. Gurney, D. J. Eton, 1794).

¹⁰ Marquis de Lafayette, lettre à Thomas Clarkson, 27 janvier 1798 (papiers de la famille Cropper, Merseyside Maritime Museum, Liverpool). A voir également, Jean-Marcel Champion, '30 Floréal an X: le rétablissement de l'esclavage par Bonaparte', *Les abolitions de l'esclavage: de L. F. Sonthonax à V. Schoelcher, 1793-1794-1848*, ed. Marcel Dorigny (Paris: Editions UNESCO et Presses Universitaires de Vincennes, 1995).

¹¹ Christopher L. Miller, *The French Atlantic Triangle: Literature and Culture of the Slave Trade* (Durham & London: Duke University Press, 2008), x.

¹² David Kielstra, *The Politics of Slave Trade Suppression in Britain and France 1814-1848* (New York: St. Martins, 2000), 22-55.

¹³ 'Abolition of the Slave Trade', *The Morning Chronicle* (June 18, 1814).

¹⁴ Par exemple, William Wilberforce, *Lettre à Son Excellence Monseigneur le Prince de Talleyrand Périgord [...] au sujet de la Traite des Nègres* (London: Schulze & Dean, 1814), Madame de Staël, *Appel aux souverains réunis à Paris pour en obtenir l'abolition de la traite des nègres* (London: Ellerton & Henderson, 1814), Thomas Clarkson, 'Interview with the Emperor of Russia at Paris on Saturday 23 September 1815' (manuscrit inedit, Wisbech & Fenland museum, Wisbech).

¹⁵ Thomas Clarkson, *Le cri des Africains, contre les Européens leurs oppresseurs, ou coup d'oeil sur le commerce homicide appelé traite des noirs* (Paris: L.-T. Cellot, 1822), ii.

¹⁶ José Maria Blanco y Crespo ("Blanco White"), *Bosquexo del comercio en esclavos : y reflexiones sobre este tráfico considerado moral, política, y cristianamente* (London: Ellerton & Henderson, 1814), 2.

¹⁷ *De l'état actuel de la traite des noirs, extrait des renseignements déposés récemment à ce sujet sur le bureau de la Chambre des Communes d'Angleterre ; composant le rapport présenté, le 8 mai, 1821, aux Directeurs de l'Institution Africaine par le comité spécial nommé à cet effet. Imprimé par ordre de l'Institution Africaine comme Supplément à son Rapport Annuel pour 1821* (London: G. Schulze, 1821).

¹⁸ Joseph Elzéar Morenas, *Pétition contre la traite des noirs, qui se fait au Sénégal, présentée à la Chambre des Députés, le 14 juin 1820* (Paris: Chez Corréard, 1820), et *Séconde pétition contre la traite des noirs, présentée à la Chambre des Députés, le 19 mars 1821, et à celle des Pairs, le 26* (Paris: Jeunehomme-Crémière, 1821).

¹⁹ 'Société de la Morale Chrétienne - séance générale annuelle 13 avril 1826', *Revue Protestante*, tome III (May 1826), 222.

²⁰ Baron Auguste de Staël, 'Comité pour l'abolition de la traite des noirs. Société formée à Liverpool pour l'adoucissement et l'abolition graduelle de l'esclavage', *Journal de la Société de la Morale Chrétienne*, vol. 2, no.7 (1823), 41-60.

²¹ Linda Colley, *Britons: Forging the Nation 1707-1837* (New Haven & London: Yale University Press, 1992), 'Slavery, freedom and consensus' (350-60).

²² Seymour Drescher, *Capitalism and antislavery* (Oxford: Oxford University Press, 1986), 198-99.

²³ Discours du Révérend J. Burnett à Exeter Hall, Londres, sur le système d'apprentissage, 'Anti-Slavery Meeting' (1837), 38. <http://www.recoveredhistories.org/pamphlet1.php?catid=475>

²⁴ *La Abolicion de la Esclavitud en Puerto-Rico. Reunion celebrada en el Teatro Nacional de la Ópera, por la Sociedad Abolicionista Española, el dia 23 de Enero de 1873* (Madrid: Sociedad Abolicionista Española, 1873), 13.

²⁵ Cit. David Brion Davis, *The problem of slavery in the age of Revolution, 1770-1823* (Ithaca: Cornell University Press, 1975), 487.

²⁶ Selon Colley, un processus pour « convertir (...) les scrupules existants en action positive » sur la question de la traite des esclaves et de l'esclavage en Grande-Bretagne est déclenché par la perte des colonies nord-américaines (*Britons*, 352). À voir également Christopher Brown, *Moral Capital: Foundations of British Abolitionism* (Chapel Hill: University of North Carolina Press, 2006).

²⁷ Elizabeth Heyrick, *Immediate not gradual abolition; or, an inquiry into the shortest, safest, and most effectual means of getting rid of West Indian slavery* (London: J. Hatchard & Son, etc., 1824), 3.

²⁸ Stephen Lushington, *Speech of Dr. Lushington, Delivered at a General Meeting of the Society for the Abolition of Slavery* (London: S. Bagster, 1831), 2. Lushington minimise ici la force des voix esclavagistes à des fins politiques : elles se font entendre haut et fort dans les débats jusque (voire au-delà de) l'abolition de l'esclavage colonial en 1833.

²⁹ John Flude Johnson, Preface to the *Proceedings of the General Anti-Slavery Convention, called by the Committee of the British and Foreign Anti-Slavery Society, and held in London, from Tuesday June 13th, to Tuesday June 20th, 1843* (London: John Snow, 1843), iv.

³⁰ Seymour Drescher, *Abolition: A History of Slavery and Antislavery* (Cambridge: Cambridge University Press, 2009), 267.

³¹ Civique de Gastine, *Pétition à MM. les Députés des Départemens, relative à l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises* (Paris: Chez tous les Marchands de Nouveautés, 1820), 5.

³² *Prospectus de la Société pour l'abolition de l'esclavage* (Paris: A. Henry, 1834), 4.

³³ Agénor de Gasparin, *Esclavage et traite* (Paris: Joubert, 1838), xv.

³⁴ Cf. par exemple un concours de poésie organisé dans la ville d'Amiens (nord de la France) en 1819 et 1820 sur le thème de l'abolition de la traite: 'L'abolition de la traite des nègres' (1819-20), Archives départementales de la Somme.

-
- ³⁵ Victor Schoelcher, *De la pétition des ouvriers pour l'abolition immédiate de l'esclavage* (Paris: Pagnerre, 1844), and 'Petition des Dames de Paris en faveur de l'abolition de l'esclavage', *L'Abolitioniste français*, 1847, 35-41.
- ³⁶ Guillaume de Félice, *Émancipation immédiate et complète des esclaves. Appel aux abolitionistes*, (Paris: Delay, 1846), 5.
- ³⁷ Comte Adolphe Bourcier de Montureux, *Essai sur les moyens à employer pour abolir l'esclavage dans les Colonies françaises* (Vic: Imp. de Veuve Gabriel, 1844), 1.
- ³⁸ *Martyrologe Colonial. Tableau de l'esclavage aux colonies françaises* (Paris: A. Sirou & Desquers), 23.
- ³⁹ Rafael de Labra, *Discurso sobre la abolición de la esclavitud en Inglaterra pronunciado por D. Rafael Marta de Labra, en el Ateneo Mercantil, el día 19 de Diciembre de 1879* (Madrid: Alfonso Roderó, 1880), 4.
- ⁴⁰ Ramón Emeterio Bétances, *La abolición de la esclavitud en Puerto-Rico y el Gobierno radical y monárquico de España* (Paris: Rougé Frères, Dunon & Fresne, 1872).
- ⁴¹ *The Tongue; or, Essays on the uses and abuses of speech, interspersed with fictitious characters: Including a Description of the Sufferings of the Negroes in Africa, and the West-Indies. To which is added, an appendix on Freedom of Speech* (Wisbech: J. White, [?]).
- ⁴² J.-B. Rouvellat de Cussac, *Situation des esclaves dans les colonies françaises, urgence de l'émancipation* (Paris: Pagnerre, 1845), 10.
- ⁴³ Louis Leblois, *Les suites de l'esclavage des nègres (Extrait du Disciple de Jésus-Christ)* (Paris: J. Cherbuliez, 1863), 5.
- ⁴⁴ Christopher Schmidt-Nowara, *Empire & anti-slavery: Spain, Cuba, and Puerto Rico, 1833-1874* (University of Pittsburgh Press, 1999), 3.
- ⁴⁵ Joel Quirk and David Richardson, 'Anti-slavery, European Identity and International Society: A Macro-historical Perspective', *Journal of Modern European History*, 7:1 (2009), 91.
- ⁴⁶ 'Manifeste de la Société antiesclavagiste de Bruxelles', *Bulletin de la Société antiesclavagiste de France*, I (October 1888), 74-78.
- ⁴⁷ Cardinal Lavigerie, *Crusade against the Slave-Trade. Oration by Cardinal Lavigerie at a meeting of the Anti-Slavery Society held in Prince's Hall, London, Tuesday July 31st, 1888* (London: British and Foreign Anti-Slavery Society, 1888), 3.
- ⁴⁸ Cf. Adam Hochschild, *King Leopold's Ghost: A Story of Greed, Terror and Heroism in Colonial Africa* (London: Pan, 2006).
- ⁴⁹ Drescher, *Abolition: A History of Slavery and Antislavery*, 385.